

La contre-attaque Européenne 2012.
Raymond Van Ermen. 15 Juillet 2012.

Les crises multiples auxquelles doit faire face l'Europe, mais pas seulement elle, menacent le pacte social et les 'frontières' de l'Union Européenne. Elles sont le fruit de causes elles aussi multiples dont, entre autres :

- le basculement éthique sous l'ère néo-libérale de la part des oligarchies dont un des symptômes est le différentiel en termes de rémunérations ;
- la participation des sociétés humaines aux dérives éthiques et aux bulles spéculatrices telle qu'on la constate dans les cas les plus médiatisés de la Grèce, de l'Iceland, de l'Espagne ;
- la partie de bras de fer entre le monde anglo-saxon et les autres, Américains et Britanniques cherchant à imposer leur modèle au moment même où celui-ci prend l'eau de toutes parts ;
- l'accroissement de la 'rareté' en particulier de l'accès à certaines ressources 'naturelles', enjeu majeur en termes de coûts, de sécurité ;
- le basculement du centre de gravité du monde vers les pays dits 'émergents' avec son impact sur ce que l'on appelle la 'compétitivité' ;
- le système oligarchique européen et de plus en plus 'intergouvernemental' qui n'a pas voulu donner sa chance au cours des trois dernières législatures ni à la 'refondation de l'Europe', ni à la négociation entre ses forces vives d'un pacte social européen, creusant ainsi toujours plus le fossé avec les citoyens.

A lire certaines presses l'Europe sera la grande perdante des restructurations en cours et des changements de frontières que l'on voit se profiler. L'exemple le plus évident est la division UE-Euroland que certains voudraient approfondir par exemple avec la création d'un Euro-Nord et d'un Euro-Sud ou avec le référendum britannique sur son appartenance à l'UE. Mais ceci se marque aussi dans l'influence décroissante de l'UE et de ses Membres dans les conférences des Nations Unies (Copenhague, Rio) ou du G20.

Au contraire, à lire d'autres comme LEAP2020, l'Euroland sortira renforcé des restructurations engagées. Acceptons en l'augure mais il n'en restera pas moins que le contrat social européen doit être profondément reconstruit et que les frontières et les zones d'influence vont bouger. Par ailleurs, les citoyens européens sont de plus en plus en colère contre leurs dirigeants.

Les institutions européennes sont peut être actuellement sous la domination d'une oligarchie qui s'est transformée en plombiers cherchant à colmater les fuites d'un système qui s'est perpétué avec leur aval, mais on a du mal à parler de 'leadership'.

Au moment où des décisions majeures sont prises pour le future économique et social de l'Europe et où le débat sur le traité est relancé, la société civile européenne doit être claire sur ses attentes et sa définition du contenu d'un *pacte de légitimité* de l'UE, pour reprendre la formule de Pascale Lamy (et aussi sur les cas où elle entrerait en résistance contre ses dirigeants si ceux ci trahissent les intérêts fondamentaux de l'Europe et de ses citoyens). En effet, les urgences liées aux risques croissants de drames liés à la pauvreté, le changement climatique et la rareté de certaines ressources, imposent aux sociétés humaines de devenir beaucoup plus résilientes et aux territoires de se faire plus forts, pour protéger nos concitoyens.

La 'mère des batailles' est la 'dé-financiarisation' de l'économie. Les enjeux sont multiples et les adversaires formidablement puissants (même s'ils sont attaqués aussi de l'intérieur par des mouvements de contestation comme ceux générés au sein même de Wall Street). Et sans doute cela conduira-t-il à un Euroland avec ses propres mécanismes institutionnels et peut être des frontières différentes de celles d'aujourd'hui, notamment si la Grande Bretagne venait par référendum à décider de quitter l'UE et l'Ecosse à rejoindre l'Euroland.

Mais les citoyens Européens ne peuvent pas se contenter d'observer, de maudire ou de prier. C'est ici qu'ils doivent poser les lignes rouges à ne pas franchir. C'est ici aussi qu'ils doivent (re)devenir acteurs et notamment utiliser massivement les leviers du marché qu'ils ont en tant qu'acheteurs, investisseurs, consommateurs. D'où le besoin d'une concertation notamment avec les forces syndicales et religieuses. Ces forces qui ont joué un rôle essentiel dans la libération de l'Europe Centrale et de l'Est de la dictature communiste au XXème siècle ont maintenant un rôle similaire à jouer, au XXIème siècle, pour la libération de la dictature des marchés financiers.

D'où aussi la proposition d'un '*Pacte des Banques, des Fonds de Pension et des Sociétés d'Assurances*' comme il y a le *Pacte des Maires* pour mobiliser le capital privé en soutien aux objectifs définis par le pouvoir public : la stratégie Europe 2020 notamment. Ce pacte des Investisseurs Institutionnels devrait être adossé à une législation révisée sur la finance, les rémunérations, le mandat des assemblées générales et des conseils d'administration . Les

mécanismes de ce pacte devraient inciter les banques, fonds de pension et compagnies d'assurance à investir dans le long terme.

La (re)construction de sociétés citoyennes résilientes et de territoires forts, est le second impératif. Elle suppose que les citoyens soutiennent leurs autorités locales dans leurs initiatives pour rendre la gestion pour un développement durable des villes et régions rurales toujours plus dynamique, la ré-industrialisation de l'Europe dans une économie circulaire plus innovante encore, les gens plus solidaires.

Enfin, les Européens doivent contre-attaquer sur la scène internationale où leur pouvoir d'influence est à la baisse. Il est certain bien sûr que s'ils remportent la mère des batailles décrite plus haut, ils auront démontré un 'nouveau leadership'. Mais ils doivent faire plus et innover sur deux plans où la communauté internationale est en grave crise de 'gouvernance' et où les Européens ont les cartes pour 'regagner du leadership' : la région Méditerranée d'une part, les Nations Unies d'autre part.

L'Union Européenne du XXIème siècle sera différente de celle imaginée par ses Pères Fondateurs et successeurs au cours de ses premières cinquante années d'existence. Son rôle dans le monde et ses coopérations avec ses voisins tout comme ses frontières à géométrie variable - selon que l'on parle de l'UE des 27, de l'Eurogroup, de Schengen - font que l'UE est appelée à constamment se transformer. C'est sa force.

La jeunesse du printemps arabe criait 'démocratie', 'croissance', 'liberté', 'communication'. A cela nous avons proposé que l'on réponde par la création d'une communauté méditerranéo-européenne entre l'UE en tant que telle et les pays méditerranéens qui ont embrassé la démocratie et ont un agenda de paix (MED-UE). Une telle communauté méditerranéo-européenne serait un autre des 'cercles olympiques' qui définissent les coopérations à l'intérieur de l'UE et avec ses voisins. Une telle Communauté s'inspirerait des précédents de la CECA et du processus dit d'Helsinki sur les droits de l'homme. La Communauté MED-UE aurait 4 corbeilles (droits de la personne, économie verte, jeunesse, grand marché), ses propres institutions avec leur siège spécifique (Conseil à Istanbul, Sénat à Tunis, Tribunal à Strasbourg, etc.). Alors que des majorités islamiques ont pris le pouvoir et que la jeunesse qui fut à la base du 'printemps arabe' et de sa quête de '*liberté, justice sociale et respect de la dignité humaine*'¹ a été largement dépossédée de sa victoire. Dans de telles conditions, toujours susceptibles d'évoluer,

¹ Khaled al-Khamissi. Journaliste Egyptien.

nous maintenons notre proposition de Communauté Méditerranéo-Européenne (MED-UE) comme cadre pour rencontrer tant les attentes des nouvelles démocraties que les attentes des jeunes sur tout le pourtour Méditerranéen, y compris ses rives Nord où le mouvement des indignés témoigne qu'il faut un grand projet créateur de prospérité, de justice et de paix.

La proposition, post Rio+20, de *Convention des Nations Unies sur les Partenariats* pour une économie verte dans un contexte d'éradication de la pauvreté et de *Sommet 2022 des Partenariats* constituent ensemble la contre-attaque proposée au plan 'monde'. Ces deux initiatives visent à renforcer le rôle des Nations Unies alors que le système onusien des grandes conférences peine à donner des résultats probants. Dans un contexte où des milliers d'initiatives 'bottom up' démontrent une dynamique incontestable, les partenariats publics-privés-société civile ont besoin d'un encadrement législatif, d'être mis au service des '*objectifs du développement durable*' qui résulteront de la Conférence de Rio 2012 et de mécanismes de convergence pour créer les conditions des changements massifs et rapides nécessaires pour une transition écologique réussie.

Mais il est difficile d'espérer que le leadership européen actuel puisse mener parallèlement ces grands projets si certains de ses Etats-Membres ne prennent pas l'initiative sous la forme de trois 'pools' de pays travaillant avec les Institutions de l'UE:

- Les pays méditerranéens de l'UE, en vue de la présidence Italienne de l'UE en 2014 qui devrait être l'occasion de lancer une grande conférence diplomatique sur le projet de communauté MeUE.
- La France, le Danemark, les Pays-Bas, la Grande Bretagne, l'Allemagne et la Grèce qui aura aussi la présidence de l'UE en 2014 peuvent créer un 'pool' pour prendre l'initiative post Rio+20 en coopération avec les Institutions de l'UE.
- La France, l'Allemagne, la Grande Bretagne, la Belgique et la Finlande sur la mobilisation du capital privé en soutien aux *objectifs du développement durable*, notamment pour soutenir leurs propres projets en la matière comme la transition énergétique et écologique (F), le Green New Deal (UK). Ce pool devrait travailler avec le Parlement Européen, l'ECOFIN et la Commission.

Par ailleurs le Comité Economique et Social Européen, le Comité des Régions et le Pacte des Maires doivent être encouragés par le Conseil Européen à poursuivre leurs efforts pour construire des sociétés et des territoires résilients.